

L'ARTISAN AVEUGLE

DEVANT LA LÉGISLATION
S O C I A L E
ET F I S C A L E



Notice éditée
par le **COMITÉ CENTRAL POUR
LES AVEUGLES TRAVAILLEURS**
4, rue de Montévidéo, PARIS (XVI^e)

The attitude of the Blind Artisan towards
social and fiscal legislation.



**M.C. MIGEL LIBRARY
AMERICAN PRINTING
HOUSE FOR THE BLIND**

FV 1964
C
3

GROUPEMENTS D'AVEUGLES ET POUR AVEUGLES

fondateurs du Comité Central
pour les Aveugles Travailleurs

1° Association Valentin Haüy pour le Bien des Aveugles, 9, rue Duroc, Paris (7°).

2° American Foundation for Overseas Blind, 4, rue de Montévidéo, Paris (16°).

3° Fédération des Aveugles Civils de France et des Colonies, 58, avenue Bosquet, Paris (7°).

4° Fédération des Associations de Patronage des Institutions de Sourds-Muets et Jeunes Aveugles, rue du Frère-Louis, Nantes (Loire-Inférieure).

5° Union des Aveugles de Guerre, 49, rue Blanche, Paris (9°).

6° Union des Coopératives de Production des Aveugles Travailleurs, 58, avenue Bosquet, Paris (7°).

7° Union Générale des Artisans Aveugles, 18, rue Amélie, Paris (7°).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COMITÉ

M. PAUL GUINOT, *Président-Directeur Général de l'Union Générale des Artisans Aveugles, Président;*

M. LOUIS RENAUX, *Secrétaire Général de l'Association Valentin-Haüy pour le Bien des Aveugles;*

M. GEORGES RAVERAT, *Directeur pour l'Europe de l'American Foundation for Overseas Blind, Inc.;*

M. CONSTANT AUSSEL, *Vice-Président de la Fédération des Aveugles Civils de France et des Colonies;*

M. DONATIEN LELIEVRE, *Directeur de l'Institution Régionale des Jeunes Aveugles, membre du Conseil d'Administration de la Fédération des Associations de Patronage des Institutions de Sourds-Muets et Jeunes Aveugles;*

M. COUESNON, *Vice-Président de l'Union des Aveugles de Guerre;*

M. ANTOINE SALIS, *Président de l'Union Amicale des Aveugles de la Loire.*

Services Administratifs : Directeur Général : M. F. HUI.

Services Commerciaux : Directeur Général : M. GUINOT.

Directeur adjoint : M. LECOQNE.



TABLE DES MATIÈRES

I. — L'ARTISAN DEVANT LA LEGISLATION SOCIALE

	Pages
A. L'artisanat	6
a) Définition de l'artisan	6
b) Formalités à accomplir pour devenir artisan	6
c) Inscription au Registre des Métiers	7
d) Etablissement des artisans	7
B. L'artisan devant les allocations familiales	7
a) Obligations	7
1. Différentes obligations	7
2. Taux des cotisations	8
3. Exonération de cotisations	9
4. Cumul entre les allocations familiales et d'autres prestations	10
b) Droits	10
1. Allocations de maternité	10
2. Allocations familiales	11
3. Allocations de salaire unique	12
4. Allocations prénatales	12
5. Cumul avec l'assistance à la famille	12
C. L'artisan devant les Assurances Sociales	13
a) Obligations	13
1. Immatriculation	13
2. Cotisations	13
b) Droits	13
Prestations	13
c) Assurance facultative	13
1. Conditions	14
2. Cotisations	14
3. Prestations	14
d) Obligations vis-à-vis des compagnons	15
1. Immatriculation	15
2. Cotisations	15
3. Versement des cotisations	15
D. L'artisan devant la Législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	15

II. — L'ARTISAN DEVANT LE FISC

	Pages
A. Obligations fiscales de l'artisan.	16
B. Impôts directs.	16
a) Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux.	16
1. Principe	16
2. Catégories d'artisans bénéficiant du régime privilégié	16
3. Impôts auxquels sont soumis les artisans bénéficiant du régime privilégié	17
Artisans gagnant moins de 100.000 fr. par an.	
Artisans gagnant plus de 100.000 fr. par an.	
4. Impôts auxquels sont soumis les artisans ne bénéficiant pas d'un régime privilégié	18
b) Contribution des patentes	19
1. De quoi se compose-t-elle ?	19
2. A qui s'applique-t-elle ?	19
3. Catégories non assujetties à la patente	19
4. Catégories assujetties à la patente	19
c) Taxe d'apprentissage	20
d) Taxe pour frais de Chambre de Métiers et de Chambre de Commerce	20
e) Impôt général sur le revenu	21
1. Personnes imposables	21
2. Revenu imposable	21
3. Calcul de l'impôt	22
C. Impôts indirects.	23
a) Taxe à la production	23
1. Affaires soumises à la taxe	23
2. Assujettis à la taxe de 10 %	23
3. Suspension du paiement de la taxe de 10 %	24
4. Etablissement des factures	24
5. Opérations soumises à la taxe de 3 50 %	24
6. Exceptions et conséquences	25
b) Taxe sur les transactions	25
1. Affaires assujetties à cette taxe	25
2. Fait générateur de la taxe	26
3. Chiffre d'affaires imposable à la taxe	26
c) Dispositions communes aux taxes à la production et aux taxes sur les transactions	26
1. Obligations des redevables	26
2. Acquiescement de l'impôt	26
3. Régime du forfait	27
d) Taxe locale additionnelle à la taxe sur les transactions	27
1. Communes où elle est applicable	27
2. Lieu où elle est exigible	27
3. Taux	27
4. Recouvrement	27

III. — ETABLISSEMENT DES PRIX DE VENTE

	Pages
A. Articles visés par l'arrêté du 6 août 1946.....	28
B. Classification des fabricants en 2 catégories	28
C. Etablissement des prix limites de vente pour la catégorie B	28
D. Modèle de fiche d'établissement de prix de vente	29
a) Coût des matières premières	30
b) Coût de la façon	30
c) Marge brute	31
d) Prix de vente aux grossistes ou aux collectivités	32
e) Prix de vente aux détaillants	32
f) Prix de vente au détail ..	32
g) Application de la baisse de 10 %	32
h) Registre récapitulatif des fiches	32

I. - L'ARTISAN

DEVANT LA LÉGISLATION SOCIALE

A. — L'ARTISANAT

a) Définition de l'artisan donnée par la loi du 26 juillet 1925

« Il y a lieu d'entendre par artisans, les travailleurs autonomes de l'un ou l'autre sexe, exerçant personnellement et à leur compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un métier manuel, travaillant chez eux ou au dehors, employant ou non la force motrice, ayant ou non enseigné et boutique, se livrant principalement à la vente des produits de leur propre travail, justifiant de leur capacité professionnelle par un apprentissage préalable ou l'exercice prolongé de ce métier, accomplissant leur travail seul ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, d'apprentis ou de compagnons.

Le nombre de ces compagnons ou apprentis ne devra pas excéder 5 unités. L'artisan doit assurer seul la direction de son travail. L'emploi occasionnel d'une main-d'œuvre en excédent de celle prévue ne fera pas perdre le bénéfice de la présente loi, à la condition toutefois que ce concours supplémentaire soit de courte durée, au maximum de 90 journées de travail dans l'année, et ne révèle pas un caractère périodique. »

Cette définition fait ressortir de façon très nette les limites qui ne sont pas à dépasser par l'artisan pour pouvoir être considéré comme tel.

Il doit exercer personnellement le métier. Si les quantités de produits qu'il met en vente sont de beaucoup supérieures à celles de ceux qu'il fabrique effectivement, il perdra la qualité d'artisan et sera considéré comme commerçant et astreint aux obligations de ces derniers au point de vue fiscal et commercial notamment. Pour conserver son caractère artisanal, son entreprise ne doit jamais employer plus de 5 compagnons ou apprentis en dehors des membres de sa famille. Les dérogations prévues sont très restrictives ; elles doivent avoir un caractère tout à fait exceptionnel.

Cette définition ne vaut qu'au point de vue de la législation du travail et de la Sécurité Sociale.

Au point de vue fiscal, nous trouverons des définitions spéciales s'appliquant l'une à la patente, l'autre à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

b) Formalités à accomplir pour devenir artisan

Pour devenir « artisan », il faut faire une demande à la Chambre des Métiers avec les pièces suivantes :

1^o Un extrait du Casier Judiciaire : les intéressés peuvent obtenir cette pièce en s'adressant au Greffier du Tribunal Civil de leur lieu de naissance. Ils doivent joindre à leur requête un mandat représentant les frais d'établissement et d'envoi.

2^o Un certificat du Maire ou du Commissaire de Police (à Paris), attestant l'existence de l'atelier artisanal et son adresse exacte.

Ce certificat peut être libellé comme suit :

« Je soussigné, Maire de _____ ou Commissaire de Police (pour Paris) du _____^{ème} arrondissement, certifie que M. (nom, prénoms, adresse du candidat artisan) a un atelier artisanal de (brosserie, chaiserie, cannage, vannerie, réparations de pianos, etc...) sis à (nom de la commune suivi de l'adresse

exacte de l'atelier, celle-ci pouvant différer de celle de l'habitation de l'intéressé).

Le présent certificat lui est délivré en vue de son immatriculation au Registre des Métiers, en application des lois des 26 juin 1920 et 27 mars 1934 ».

3° Des références professionnelles. — Une des pièces suivantes :

a) **certificat d'apprentissage ou de rééducation professionnelle** attestant que l'intéressé est apte à accomplir le métier pour lequel il demande son inscription au registre des métiers.

b) **certificat de son employeur ou de ses employeurs antérieurs**, établissant que l'intéressé a exercé la profession pendant un certain temps. (A ce sujet, la jurisprudence des Chambres de Métiers est variable, mais la plupart du temps elles exigent deux ans d'exercice pour admettre les candidats).

c) **diplômes professionnels**.

Si la Chambre des Métiers estime que le dossier constitué est complet, elle remet au requérant un certificat d'inscription à la Chambre des Métiers qui lui servira pour obtenir son inscription sur le Registre des Métiers.

c) **Inscription aux Registres des Métiers**

Muni de son certificat artisanal d'inscription à la Chambre des Métiers, le postulant adresse une demande d'inscription au **Registre des Métiers**, au Greffe du Tribunal de Commerce de sa résidence. Il doit également produire une pièce d'identité.

Le Greffier du Tribunal de Commerce lui remet trois imprimés qu'il doit remplir très soigneusement.

L'un est destiné au Tribunal de Commerce pour effectuer l'inscription au Registre des Métiers,

Le second est destiné à la Préfecture.

Le troisième est retourné à l'intéressé après avoir été dûment complété par le Greffe du Tribunal de Commerce, notamment en ce qui concerne le numéro d'inscription au **Registre Analytique du Registre des Métiers**.

Dès réception, l'artisan fait parvenir ce document à la **Chambre des Métiers** avec une photographie d'identité de format réglementaire, en vue de l'établissement de la carte artisanale.

Cette carte sera envoyée au requérant.

C'est cette carte qui justifiera par la suite de la qualité d'artisan de l'intéressé.

d) **Etablissement des artisans**

En principe, les artisans peuvent s'installer dans n'importe quelle commune. Toutefois, quand ils veulent s'installer dans une Commune déclarée sinistrée par arrêté du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, ils doivent conformément au décret d'octobre 1939, obtenir une autorisation préalable du Préfet.

B. — L'ARTISAN DEVANT LES ALLOCATIONS FAMILIALES

a) **Obligations**

1. Différentes obligations des artisans

Les artisans sont tenus de s'affilier à une Caisse de Compensation et de verser des cotisations.

Deux cas sont à considérer : suivant qu'ils travaillent seuls ou qu'ils occupent du personnel.

Dans le premier cas (travailleurs indépendants), ils doivent payer une cotisation pour leur propre compte, comme tous les travailleurs non salariés.

Dans le second cas, (artisans occupant du personnel), ils sont astreints :

- a) à une cotisation pour leur propre compte,
- b) à une cotisation en faveur du personnel qu'ils utilisent dans leur entreprise.

2. Taux des cotisations

La cotisation due trimestriellement pour leur propre compte varie, d'une part suivant les départements et, d'autre part, suivant qu'il s'agit de travailleurs indépendants ou d'artisans occupant du personnel, dans les conditions ci-après.

DEPARTEMENTS	ARTISANS occupant du personnel	ARTISANS travailleurs indépendants
Ain	1.100	400
Aisne	1.100	400
Allier	1.100	400
Alpes (Basses)	1.000	400
Alpes (Hautes)	1.000	400
Alpes - Maritimes	1.150	450
Ardèche	1.000	400
Ardennes	1.100	400
Ariège	1.000	400
Aube	1.100	400
Aude	1.100	400
Aveyron	1.000	400
Belfort	1.100	400
Bouches-du-Rhône	1.200	450
Calvados	1.150	450
Cantal	1.100	400
Charente	1.000	400
Charente-Maritime	1.100	400
Cher	1.100	400
Corrèze	1.100	400
Corse	1.100	400
Côte - d'Or	1.100	400
Côtes - du - Nord	1.050	400
Creuse	1.000	400
Dordogne	1.100	400
Doubs	1.100	400
Drôme	1.100	400
Eure	1.100	400
Eure - et - Loir	1.100	400
Finistère	1.000	400
Gard	1.150	450
Garonne (Haute)	1.150	450
Gers	1.000	400
Gironde	1.150	450
Hérault	1.150	450
Ille-et-Vilaine	1.100	400
Indre	1.100	400
Indre-et-Loire	1.100	400
Isère	1.150	450
Jura	1.100	400
Landes	1.000	400
Loir-et-Cher	1.100	400
Loire	1.150	450
Loire (Haute)	1.100	400
Loire-Inférieure	1.100	450
Loiret	1.100	400
Lot	1.000	400
Lot-et-Garonne	1.100	400

DEPARTEMENTS	ARTISANS occupant du personnel	ARTISANS travailleurs indépendants
Lozère	1.000	400
Maine-et-Loire	1.100	400
Manche	1.000	400
Marne	1.100	400
Marne (Haute)	1.100	400
Mayenne	1.050	400
Meurthe-et-Moselle	1.150	450
Meuse	1.100	400
Morbihan	1.000	400
Moselle	1.150	450
Nièvre	1.100	400
Nord	1.200	450
Oise	1.100	400
Orne	1.000	400
Pas-de-Calais	1.100	400
Puy-de-Dôme	1.150	450
Pyrénées (Basses)	1.100	400
Pyrénées (Hautes)	1.100	400
Pyrénées - Orientales	1.150	450
Rhin (Haut)	1.150	450
Rhin (Bas)	1.150	450
Rhône	1.200	450
Saône (Haute)	1.000	400
Saône-et-Loire	1.100	400
Sarthe	1.100	400
Savoie	1.100	400
Savoie (Haute)	1.100	400
Seine	1.250	500
Seine-et-Oise	1.250	500
Seine-et-Marne	1.250	500
Seine-Inférieure	1.150	450
Sèvres (Deux)	1.000	400
Somme	1.100	400
Tarn	1.100	400
Tarn-et-Garonne	1.000	400
Var	1.150	450
Vaucluse	1.100	400
Vendée	1.000	400
Vienne	1.100	400
Vienne (Haute)	1.100	400
Vosges	1.100	400
Yonne	1.100	400

La cotisation versée au profit du personnel de l'Entreprise s'élève à 12 pour cent du montant des salaires versés. Toutefois, les salaires supérieurs à 150.000 francs ne sont comptés que pour cette somme.

3. Exonération de cotisations

Les artisans n'occupant pas de personnel peuvent, dans certains cas déterminés, être dispensés, sur leur demande, de toute cotisation.

1^{er} cas : s'ils justifient à la fois :

a) qu'ils ont élevé 4 enfants jusqu'à l'âge de 14 ans ;

b) que, pendant l'année antérieure, leur revenu n'a pas excédé la moitié du salaire moyen de base servant pour le calcul des allocations familiales dans leur département de résidence.

2^e cas :

a) si l'âge moyen des conjoints dépasse 65 ans et, en cas de veuvage, si le veuf a dépassé 65 ans, ou la veuve 60 ans ;

b) si, en même temps, leur revenu n'a pas excédé, pendant l'année antérieure, le montant du salaire mensuel de base visé ci-dessus, ou bien s'ils ont élevé 4 enfants jusqu'à l'âge de 14 ans.

3^e cas :

La femme célibataire est dispensée de toute cotisation si elle remplit les conditions indiquées ci-dessus pour la veuve, c'est-à-dire si elle a plus de 60 ans et si son revenu n'a pas excédé, pendant l'année antérieure, le montant du salaire mensuel de base.

Conditions.

Pour obtenir l'exonération, l'intéressé doit présenter une demande dans les trois mois suivant la date d'ouverture du droit à l'exonération, à la Caisse d'Allocations Familiales à laquelle il est affilié.

A cette demande, doivent être jointes toutes les justifications permettant de vérifier, suivant le cas, le nombre et l'âge des enfants, l'âge des conjoints, du veuf, de la veuve ou de la femme célibataire, ainsi que le montant du revenu professionnel dont a bénéficié le travailleur indépendant pendant l'année précédant celle au cours de laquelle est présentée la demande d'exonération.

La justification du montant du revenu professionnel doit être renouvelée au cours du premier trimestre de chaque année.

4. Cumul entre les prestations familiales versées par les Caisses de Compensation et d'autres prestations de même nature versées par l'Etat

Les artisans qui remplissent les conditions requises pour toucher des majorations d'enfants, au titre soit des allocations de chômage, soit des allocations aux réfugiés, soit des allocations militaires, soit enfin des retraites ou pensions attribuées par l'Etat, les Collectivités Publiques ou les Organismes de Prévoyance obligatoires, doivent percevoir par priorité les prestations familiales versées par les Caisses de Compensation.

Les majorations susvisées sont exclus. Toutefois, si le montant des prestations familiales est inférieur au montant de ces majorations, ces dernières sont réduites d'une somme égale au montant des prestations familiales.

b) Droits des artisans

1. Allocations de maternité

Il est attribué une allocation à la naissance, survenu en France, de chaque enfant de nationalité française, né viable et légitime ou reconnu.

Conditions. — Deux cas sont à considérer :

a) s'il s'agit d'un enfant légitime, l'allocation est versée pour le premier enfant :

1^o Si la naissance survient avant que la mère ait atteint 25 ans, quelle que soit la durée de la période entre la date de la célébration du mariage et la date de la naissance.

2^o Si la mère a dépassé 25 ans, si la naissance survient dans les deux ans du mariage.

b) S'il s'agit d'un enfant naturel, l'allocation ne sera versée que si la mère n'a pas dépassé 25 ans au moment de la naissance et que si elle a reconnu l'enfant.

Pour chacune des naissances suivantes, il sera exigé qu'elle se soit produite dans les trois ans de la précédente maternité.

Lorsque le premier enfant n'est pas né viable, l'allocation est reportée sur le second enfant né viable, si cette seconde naissance a lieu dans les deux années qui suivent la première.

Taux. — Le taux de l'allocation est égal, pour la première naissance, au triple du salaire mensuel de base le plus élevé du département de résidence et au double du même salaire mensuel pour les naissances suivantes.

En cas de naissances multiples, le droit aux allocations de maternité est apprécié séparément pour chacune de ces naissances, comme s'il s'agissait d'une maternité distincte.

Pour la première naissance double, l'allocation est égale à 5 fois le salaire moyen départemental mensuel (3 fois pour le premier enfant, 2 fois pour le second.)

Paiement. — L'allocation est payable en deux fractions égales, l'une lors de la naissance ou immédiatement après la demande, l'autre à l'expiration du sixième mois qui suit la naissance, à condition que l'enfant soit encore vivant à cette date et à la charge des parents.

Demande. — Elle doit être adressée à la Caisse de Compensation et accompagnée d'un bulletin de naissance de l'enfant.

2. Allocations familiales

a) Enfants ouvrant droit aux allocations. — Les allocations familiales sont dues à partir du second enfant à charge, résidant en France, tant que dure l'obligation scolaire et un an au delà pour l'enfant à charge non salarié, jusqu'à 17 ans pour l'enfant qui est placé en apprentissage, jusqu'à 20 ans si l'enfant poursuit ses études ou s'il est, par suite d'infirmité ou de maladie incurable, dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié.

Est assimilé à l'enfant poursuivant ses études, l'enfant du sexe féminin qui vit sous le toit de l'allocataire et qui, fille ou sœur de l'allocataire ou de son conjoint, se consacre exclusivement aux travaux ménagers et à l'éducation d'au moins deux enfants de moins de 10 ans à la charge de l'allocataire.

Pour le versement des prestations familiales, il n'est pas exigé de lien juridique de parenté ou d'alliance entre la personne qui assume la charge d'un enfant et cet enfant. Les enfants recueillis ouvrent donc droit au bénéfice des allocations.

Sont considérés comme enfants recueillis, non seulement les enfants orphelins et sans ressources propres, mais aussi ceux envers lesquels ni l'allocataire ni son conjoint ne sont tenus à l'obligation alimentaire et dont la charge de l'entretien et de l'éducation est supportée en fait et de manière permanente par l'allocataire ou son conjoint.

L'apprenti qui perçoit un salaire mensuel supérieur à la moitié du salaire de base (avantages en nature compris), n'est plus considéré comme à charge et n'ouvre plus droit aux allocations familiales.

Pour les enfants d'âge scolaire, les parents doivent présenter un certificat d'inscription dans un établissement scolaire, ou un certificat médical attestant qu'ils ne peuvent fréquenter régulièrement un Etablissement d'enseignement pour cause de maladie.

Pour les enfants qui poursuivent leurs études au delà de l'âge scolaire, les parents doivent présenter un certificat d'inscription établi par le Directeur de l'Etablissement fréquenté par les enfants.

Pour les enfants infirmes ou atteints de maladies incurables, les parents doivent fournir un certificat médical avant le premier paiement au delà de l'âge de 15 ans.

L'enfant de sexe féminin susceptible d'ouvrir droit aux prestations est celui qui vit dans un foyer où la mère de famille se trouve dans l'obligation d'exercer une activité professionnelle, ou est décédée, ou a quitté le domicile conjugal, ou enfin se trouve dans l'incapacité physique, soit de se livrer aux soins du ménage, soit d'en assumer la totalité par suite de maladie prolongée ou du nombre des enfants présents au foyer.

Il n'y a pas un droit absolu ; la Caisse se prononce sur la demande concernant les enfants de cette catégorie, après avis d'une Commission départementale.

b) **Taux** : Pour le premier enfant à charge, néant.

Pour le deuxième enfant à charge, 20 % du salaire mensuel de base de la commune de résidence.

Pour le troisième enfant et chacun des suivants, 30 % du salaire mensuel de base de la commune de résidence.

c) **Paiement** : les allocations sont payables mensuellement et à terme échu, à la personne qui assume la charge effective et permanente de l'enfant.

3. Allocation de salaire unique

L'allocation de salaire unique étant attribuée uniquement aux salariés, les artisans n'y ont pas droit.

4. Allocations prénatales

Le droit aux allocations prénatales est ouvert à compter du jour où l'état de grossesse de la mère est déclaré. Si cette déclaration est faite dans les trois mois de la grossesse, les allocations prénatales sont dues pour les neuf mois ayant précédé la naissance.

Conditions. — L'ouverture du droit aux allocations prénatales est subordonnée à l'observation par la mère des prescriptions édictées par la législation sur la protection maternelle et infantile (trois visites médicales avant l'accouchement, la première au cours du troisième mois de la grossesse, soit chez le médecin habituel, soit dans une consultation publique ou privée agréée.

Pièces à fournir. — L'intéressée doit fournir une déclaration de grossesse à la Caisse dont dépend le chef de famille. La Caisse remet à la demanderesse un carnet de maternité sur les feuillets duquel seront consignés les résultats des examens médicaux. C'est seulement au vu de ces documents dûment remplis que sont versées les allocations prénatales.

Taux. — Le montant des allocations prénatales sera celui de l'allocation familiale auquel l'enfant donnera droit lorsqu'il sera né.

Une famille d'artisan qui a deux enfants à charge et en attend un troisième, percevra donc une allocation égale à 50 % du salaire de base, quoiqu'elle n'ait que deux enfants à charge.

L'enfant conçu donne donc droit, dans ce cas, à une allocation prénatale de 30 % dudit salaire de base.

Les femmes d'artisans en état de grossesse qui n'auront droit à aucune allocation familiale, ni au salaire unique pour leur premier enfant, ont droit pour la période prénatale et dans les conditions prévues ci-dessus, à des allocations égales au montant des allocations familiales versées pour deux enfants à charge, soit 20 % du salaire mensuel de base, pendant neuf mois.

En cas de naissances multiples, chaque enfant ouvre droit rétroactivement et selon son rang, au bénéfice des allocations prénatales.

Si la naissance survient avant le troisième examen, l'intéressée ne touche qu'un nombre de mensualités correspondant au nombre effectif des mois de grossesse.

Après la naissance, elle n'a plus droit à rien.

Paiement. — Les allocations prénatales sont versées en trois fractions, respectivement après chacun des trois examens prénataux mentionnés ci-dessus, dans les conditions suivantes :

- a) une mensualité après le premier examen;
- b) deux mensualités après le second examen;
- c) le solde après le troisième.

5. Cumul avec l'Assistance à la famille

Les chefs de famille de trois enfants ou plus et les femmes veuves ou isolées, sans considération du nombre de leurs enfants, peuvent cumuler sans limitation l'assistance à la famille avec les allocations familiales.

C. — L'ARTISAN DEVANT LES ASSURANCES SOCIALES

a) Obligation des artisans

1. Immatriculation

Comme tous les Français, les artisans sont tenus, aux termes de la loi du 13 septembre 1946, de se faire immatriculer aux Assurances Sociales.

Exception. — Les enfants à charge, les infirmes et incurables privés de ressources, les personnes absolument incapables d'exercer une activité professionnelle quelconque, les chômeurs complets inscrits à un Office du Travail, les personnes âgées de plus de 65 ans qui n'exercent aucune activité professionnelle.

Formalités à remplir par les intéressés. — Les artisans doivent adresser leur demande d'immatriculation à la Caisse primaire du lieu de travail.

Les personnes qui exercent à la fois une activité professionnelle salariée et une activité professionnelle non salariée restent affiliées à la Caisse dont elles relèvent en qualité de travailleurs salariés.

Si l'intéressé a été précédemment assujetti aux Assurances Sociales, il doit faire connaître son numéro d'immatriculation et la nature de l'assurance à laquelle il a été affilié.

Des sanctions sont prévues contre les contrevenants.

2. Cotisation

Le montant de la cotisation est fixé à 9 % par la loi du 22 mai 1946.

Pour les artisans, l'assiette est le revenu professionnel des intéressés, tel qu'il est déterminé pour le calcul de l'impôt cédulaire; mais ce revenu ne peut être inférieur ni au gain du salarié le mieux rémunéré, employé par l'intéressé, ni au salaire de base de la catégorie la moins favorisée travaillant au chef-lieu du département.

Donc, si l'intéressé a un ouvrier ou un employé gagnant 100.000 francs par an, l'assiette de sa cotisation sera au minimum celle de cet employé même si, personnellement, il gagne moins. S'il n'a pas d'employé ou d'ouvrier, sa cotisation sera établie d'après le salaire de base de la catégorie la moins favorisée travaillant au chef-lieu, même si son revenu est inférieur à ce chiffre.

A la différence de ce qui a lieu pour l'assurance obligatoire dans laquelle il y a double contribution ouvrière et patronale, les assujettis n'ayant pas d'employeurs supportent la charge de la totalité de la cotisation.

b) Droits des artisans.

Prestations. — Dans l'état actuel des textes, la cotisation de 9 % n'ouvre droit qu'aux prestations de vieillesse. Les autres risques : maladie, maternité, décès, invalidité, ne seront couverts qu'ultérieurement, et à cet effet, un relèvement de la cotisation de 9 % sera exigé.

c) Assurance facultative prévue pour certaines catégories d'artisans et leur conjoint.

Si tous les artisans sont soumis à l'assurance vieillesse, certains remplissant les conditions suivantes, peuvent bénéficier de toutes les prestations. Ce sont :

— Les anciens ouvriers, devenus travailleurs indépendants, qui ont été affiliés obligatoirement pendant six mois au moins et ont cessé de remplir les conditions de l'assurance obligatoire : par exemple, des aveugles qui avaient été employés par un établissement d'assistance par le travail, une coopérative ou un industriel et sont devenus artisans ou petits industriels.

S'ils le veulent, ils peuvent cesser tout versement, mais le législateur leur donne cependant le droit de continuer à être affilié aux Assurances Sociales, sous certaines conditions que nous donnerons ci-après.

Cette même faculté d'immatriculation s'applique également aux membres de la famille d'un employeur (artisan ou industriel) qui travaillent dans l'exploitation de celui-ci sans recevoir de rémunération, s'ils ont moins de 40 ans ou s'ils sont eux-mêmes anciens assurés sociaux obligatoires. Nous trouvons ainsi : la femme de l'artisan ou du commerçant qui aide son mari. Cela s'applique également à l'enfant. La condition exigée, c'est l'absence de salaire.

1. Conditions.

Pour en bénéficier, les intéressés doivent adresser leur demande à la Caisse primaire de Sécurité Sociale de leur résidence, dans le délai de deux mois qui suit la radiation de l'assurance ou la date à laquelle ils ont commencé à travailler dans l'exploitation familiale.

2. Cotisations.

Pour les cotisations, ils sont répartis en 4 classes :

	Salaire annuel de base retenu pour le calcul des prestations
1 ^{re} classe : rémunération annuelle inférieure ou égale à 40.000 francs	30.000
2 ^e classe : rémunération de 40.001 fr. à 80.000 francs.	60.000
3 ^e classe : rémunération de 80.001 fr. à 110.000 francs.	90.000
4 ^e classe : rémunération supérieure à 110.000 francs.....	120.000

La rémunération retenue pour le classement est déterminée d'après la rémunération professionnelle antérieure ou la rémunération d'un travailleur de même catégorie professionnelle.

Si l'intéressé est ancien assuré social, la base sera donc la dernière rémunération qu'il touchait avant de devenir travailleur indépendant.

S'il s'agit, par exemple, de la femme ou d'un enfant de l'entrepreneur, le salaire à prendre en considération sera celui que percevrait un employé ou un ouvrier accomplissant la même tâche que ce membre de la famille de l'employeur.

La cotisation mensuelle est fixée comme suit :

a) assurés affiliés pour l'ensemble des risques :

1 ^{re} classe	350 fr.
2 ^e classe	700 fr.
3 ^e classe	1.050 fr.
4 ^e classe	1.400 fr.

b) assurés affiliés pour les risques maladie, longue maladie, invalidité et décès et les charges de maternité seulement :

La cotisation mensuelle des assurés volontaires est fixée comme suit :

1 ^{re} classe	150 fr.
2 ^e classe	300 fr.
3 ^e classe	450 fr.
4 ^e classe	600 fr.

c) assurés affiliés pour le risque vieillesse seulement :

1 ^{re} classe	200 fr.
2 ^e classe	400 fr.
3 ^e classe	600 fr.
4 ^e classe	800 fr.

3. Prestations.

Assurance maladie. — Il faut avoir versé trois cotisations mensuelles au cours de la période antérieure au mois durant lequel la maladie s'est déclarée. Les intéressés ont droit au remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, aux soins dentaires, aux frais d'hospitalisation jusqu'à concurrence de 80 %, mais pas à l'indemnité journalière qui est réservée aux seuls salariés.

Dans certains cas, le remboursement est intégral.

Assurance maternité. — Il faut avoir versé dix cotisations mensuelles au cours de la période antérieure au mois durant lequel l'accouchement s'est produit.

Les intéressés ont droit :

1^o Au remboursement forfaitaire des frais d'accouchement ou au remboursement intégral des frais d'hospitalisation pour une durée de 12 jours en cas d'accouchement dans un établissement public ou privé agréé.

2^o Au remboursement des visites prénatales et postnatales, mais pas à l'indemnité journalière qui est versée aux seules femmes assurées sociales obligatoires.

Assurance longue maladie, invalidité, décès. — Il faut avoir versé douze cotisations mensuelles au cours de la période antérieure au mois durant lequel la maladie a été constatée.

Pour la longue maladie, les intéressés ont droit au remboursement intégral des frais de longue maladie pendant trois ans. Ils bénéficient également d'une indemnité mensuelle réduite par rapport à celle touchée par les salariés.

Assurance vieillesse. — Les conditions ne sont pas encore fixées. Elles seront sans doute influencées par la généralisation de la législation à tous les Français.

d) Obligations des artisans vis-à-vis de leurs compagnons.

1. Immatriculation.

Les artisans doivent faire immatriculer leurs compagnons dans le délai de huitaine qui suit l'embauchage, si ces derniers ne sont pas encore immatriculés. La déclaration est effectuée sur un imprimé-modèle fourni par l'Administration.

Si le salarié est déjà immatriculé, il est tenu de faire connaître son numéro d'immatriculation et l'employeur. En cas de départ du salarié de l'entreprise, aucune formalité n'est imposée à l'employeur.

2. Cotisation.

La cotisation est de 16 % du salaire de l'intéressé,

— 6 % à la charge du salarié et qui doit être précomptée sur son salaire,

— 10 % à la charge de l'artisan.

Ces cotisations sont calculées sur toutes les rémunérations perçues, y compris les gratifications, heures supplémentaires.

3. Versement des cotisations.

Il doit être effectué dans les dix premiers jours de chaque trimestre, pour le trimestre précédent, si l'employeur occupe moins de dix salariés; dans les dix premiers jours de chaque mois pour le mois précédent dans les autres cas; immédiatement en cas de cession ou de cessation de commerce ou d'industrie.

A l'appui de chaque paiement, l'artisan doit établir un bordereau nominatif donnant, par assuré, le montant des cotisations et les bases de calcul de ses cotisations.

D. — L'artisan devant la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

L'artisan travaillant seul ou avec les membres de sa famille n'est pas astreint à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, mais s'il occupe un ou plusieurs compagnons, il doit cotiser pour eux à la Caisse primaire de Sécurité Sociale.

Pour la fixation du taux des cotisations, il devra se mettre en rapport avec la Caisse à laquelle il est normalement rattaché.

II. - L'ARTISAN DEVANT LE FISC

A. — OBLIGATIONS FISCALES DE L'ARTISAN

Les obligations fiscales de l'artisan varient suivant l'importance de l'entreprise et, plus spécialement, suivant le nombre de compagnons qui y sont employés et, enfin, suivant les impôts.

Les différents impôts auxquels peuvent être astreints les artisans sont :

IMPOTS DIRECTS	{	a) impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux;
		b) contribution des patentes (sauf exceptions);
		c) taxe d'apprentissage (sauf exceptions);
		d) taxe pour frais de Chambre des Métiers et Chambre de Commerce;
		e) impôt général sur le revenu.
IMPOTS INDIRECTS	{	a) taxe à la production (sauf exceptions);
		b) taxe de 1 % sur les transactions;
		c) taxe locale sur les transactions.

B. — IMPOTS DIRECTS

a) Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

1. Principe.

En principe, les artisans sont soumis aux mêmes obligations fiscales que les commerçants et les industriels; mais, certains bénéficient d'un régime privilégié (calcul plus libéral de l'impôt).

2. Catégories d'artisans bénéficiant du régime privilégié.

Pour avoir droit à ce régime privilégié, il faut rentrer dans les catégories suivantes :

1° Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon, pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon ou d'un apprenti de moins de dix-huit ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2, 3 du Livre I^{er} du Code du Travail.

Les gendres et les belles filles sont considérés comme des enfants; le père et la mère de la femme de l'artisan sont admis au même titre que le père ou la mère de l'intéressé.

Le nombre de compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier, possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon exécutant séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, reçoit du chef d'atelier une quote-part sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixé conformément aux usages locaux de la corporation.

2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe 1°.

3° La veuve de l'ouvrier et celle de l'artisan, travaillant dans les conditions prévues aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession précédemment exercée par son mari.

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, s'appliquent dans tous les cas prévus, sans qu'il y ait lieu de distinguer, suivant que le façonnier ou l'artisan travaillent à titre individuel, en société, en non-collectivité ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé.

Il est à noter que les artisans qui occupent en surnombre, pour une durée d'un an au maximum, un prisonnier de guerre ou un déporté politique rapatrié, placé chez eux aux fins de rééducation, en vertu d'un contrat passé avec l'Inspecteur du Travail, ne perdent pas le bénéfice de ces privilèges fiscaux.

(Article 23 du Code des Contributions directes.)

3° Impôts auxquels sont soumis les artisans bénéficiant du régime privilégié.

Taux applicable : celui qui est prévu pour la cédule des traitements et salaires.

Calcul de l'impôt : Toute fraction de bénéfice inférieure à 1.000 francs est négligée.

Deux cas sont à considérer :

1° Les artisans gagnant au maximum 100.000 francs :

2° Les artisans gagnant plus de 100.000 francs.

Pour les premiers, c'est-à-dire ceux gagnant au maximum 100.000 francs par an, le barème suivant est applicable à compter du 1^{er} juillet 1947.

MONTANT du revenu annuel	DROITS DUS par un Contribuable ayant :			
	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants
Frs	Frs	Frs	Frs	Frs
84.000	0	0	0	0
85.000	200	170	140	50
86.000	400	340	280	100
87.000	600	510	420	150
88.000	800	680	560	200
89.000	1.000	850	700	250
90.000	1.200	1.020	840	300
91.000	1.400	1.190	980	350
92.000	1.600	1.360	1.120	400
93.000	1.800	1.530	1.260	450
94.000	2.000	1.700	1.400	500
95.000	2.200	1.870	1.540	550
96.000	2.400	2.040	1.680	600
97.000	2.600	2.210	1.820	650
98.000	2.800	2.380	1.960	700
99.000	3.000	2.550	2.100	750
100.000	3.200	2.720	2.240	800

Pour les seconds, c'est-à-dire ceux qui gagnent plus de 100.000 fr. par an.

La fraction de bénéfice inférieure à 60.000 francs est exonérée de tout impôt

La fraction comprise entre 60.000 et 80.000 francs entre en compte seulement pour la moitié et le surplus est compté pour la totalité.

Taux de l'impôt. — L'impôt perçu est de 16 % sur la fraction de revenus entrant en compte

Réductions pour charges de famille. — Sur le montant de l'impôt, calculé comme il vient d'être indiqué, l'artisan chargé de famille a droit à une réduction d'impôt de 15 % pour le premier enfant à charge, 15 % pour le second, 45 % pour le troisième et chacun des suivants.

Toutefois, la réduction ne peut excéder 3.000 francs pour chacun des deux premiers enfants, et 9.000 francs pour chacun des suivants.

Exemple. — Prenons le cas d'un artisan qui a fait 200.000 francs de bénéfice dans son année et a deux enfants à charge.

Sur ces 200.000 francs, 60.000 sont exonérés : la fraction comprise entre 60.000 et 80.000 francs compte pour la moitié, soit 10.000 francs, et le surplus compte en totalité. L'impôt sera donc dû sur 10.000 fr., plus la différence entre 80.000 et 200.000 francs, soit 120.000 francs, soit au total sur 130.000 fr.

Si l'intéressé était célibataire, il devrait payer :

$$\frac{16 \times 130.000}{100} = 20.800 \text{ francs.}$$

Comme il a deux enfants à charge et qu'il a droit pour chacun d'eux à une réduction de 15 %, le chiffre de son impôt devrait être réduit de :

$$\frac{30 \times 20.800}{100} = 6.240 \text{ francs.}$$

Mais, comme nous avons dit que la réduction ne pouvait pas excéder 3.000 francs pour chacun des deux premiers enfants, la réduction sera ramenée de 6.240 francs,

$$\text{à } 3.000 \times 2 = 6.000 \text{ francs.}$$

L'intéressé paiera donc :

$$20.800 - 6.000 = 14.800 \text{ francs.}$$

4. Impôts auxquels sont soumis les artisans ne bénéficiant pas d'un régime privilégié

Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Tarif applicable : celui prévu pour la cédule des bénéfices industriels et commerciaux.

Calcul de l'impôt. — La fraction de bénéfice comprise entre 100 et 5.000 francs est exonérée de tout impôt.

La fraction comprise entre 5.000 et 10.000 francs n'est comptée que pour la moitié.

Le surplus entre en compte pour la totalité.

Taux de l'impôt. — L'impôt perçu est de 24 % sur la fraction du revenu entrant en compte.

Réductions pour charges de famille. — Sur le montant de l'impôt calculé comme il vient d'être indiqué, l'artisan chargé de famille a droit à une réduction d'impôt de 10 % pour le premier enfant à charge, 10 % pour le second, 30 % pour le troisième et chacun des suivants.

Toutefois, la réduction ne peut excéder 2.000 francs pour chacun des deux premiers enfants, 3.000 francs pour le troisième, 4.000 francs pour le quatrième, 5.000 francs pour le cinquième et ainsi de suite en augmentant la réduction de 1.000 francs par enfant.

Exemple. — Prenons le cas d'un artisan qui a fait 100.000 francs de bénéfice dans son année et a deux enfants à charge.

Sur ces 100.000 francs, 5.000 francs sont exonérés ; la fraction de 5.000 à 10.000 n'est comptée que pour la moitié, soit pour 2.500 francs, et la fraction supérieure à 10.000 (10.000 à 100.000) compte pour la totalité.

L'intéressé devrait donc, s'il était célibataire :

$$\frac{24 \times 92.500}{100} = 22.200 \text{ francs.}$$

Comme il a deux enfants à charge et qu'il a droit pour chacun d'eux à une réduction d'impôt de 10 %, il ne devrait donc payer que :

$$22.200 - 4.400 = 17.800 \text{ francs.}$$

Mais, comme nous avons dit que la réduction ne pouvait excéder 2.000 fr. pour chacun des deux premiers enfants à charge, la réduction sera ramenée à 4.000 francs.

Il paierait donc :

$$22.200 - 4.000 = 18.200 \text{ francs.}$$

b) Contribution des patentes

1. De quoi se compose-t-elle ?

Elle se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel.

Le droit fixe est déterminé en fonction de la profession exercée.

Le droit proportionnel est établi sur la valeur locative des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises et autres locaux servant à l'exercice des professions imposables.

2. A qui s'applique-t-elle ?

En principe, elle s'applique à tous les individus qui exercent un commerce, une industrie, ou certaines professions.

Au point de vue de la patente, les artisans sont divisés en deux catégories :

— ceux qui, répondant à une certaine définition de l'artisan donnée par l'Article 264 du Code des Contributions Directes (15^e) sont exemptés de cette contribution ;

— ceux qui y sont soumis.

3. 1^{re} Catégorie. Artisans non assujettis à la patente

Ne sont pas assujettis à la patente, ceux qui répondent à la définition suivante :

« Ouvriers travaillant chez eux ou chez des particuliers, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique, lorsqu'ils n'occupent pas de compagnons et n'utilisent que le concours d'un apprenti de moins de 18 ans, muni d'un contrat d'apprentissage passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du Livre Premier du Code du Travail. »

N'est pas assujettie non plus, la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier et d'un seul apprenti remplissant les conditions ci-dessus, la profession précédemment exercée par son mari.

Il convient de signaler que la femme de l'artisan, les enfants même majeurs travaillant avec leur père, ne sont considérés ni comme compagnons, ni comme apprentis. (Art. 264 du Code des Contributions Directes (15^e)).

4. 2^e catégorie. Artisans assujettis à la patente

Tous les artisans qui ne répondent pas à la définition indiquée ci-dessus sont assujettis à la patente, sauf exception prévue pour les veuves d'artisans. Dès qu'un artisan a au minimum un compagnon, il rentre donc dans cette catégorie.

Personnalité de la patente.

Les patentes sont personnelles et ne peuvent servir qu'à ceux à qui elles sont délivrées.

Les mari et femme séparés de biens ne doivent qu'une patente, à moins qu'ils n'aient des Etablissements distincts, auquel cas chacun d'eux doit avoir sa patente et payer séparément les droits fixe et proportionnel.

Annualité de la patente. — La contribution des patentes est due pour l'année entière par tous les individus exerçant au 1^{er} janvier une profession imposable.

Exceptions. — 1° Ceux qui entreprennent dans le cours de l'année une profession sujette à patente ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} du mois dans lequel ils ont commencé d'exercer.

2° Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession comportant un droit fixe plus élevé que celui qui était afférent à la profession qu'ils exerçaient d'abord, ou qui transportent leur Etablissement dans une commune d'une plus forte population, sont tenus de payer au prorata un supplément de droit fixe. Il en est de même pour ceux qui prennent des locaux d'une valeur locative supérieure à celle des locaux pour lesquels ils ont été primitivement imposés et pour ceux qui entreprennent une profession passible d'un droit proportionnel plus élevé.

Les suppléments sont dus à compter du 1^{er} du mois dans lequel les changements ont été opérés.

Cas de cession d'Etablissement. — La patente est, sur la demande du cédant ou du cessionnaire, transférée à ce dernier.

La demande est recevable dans le délai de 3 mois à partir de la cession de l'Etablissement. Le contrôleur des contributions peut également proposer le transfert des droits de patentes, sauf le cas de désaccord entre le cessionnaire et le cédant.

Fermeture de l'établissement. — En cas de fermeture par suite de décès, de liquidation judiciaire ou de faillite déclarée, ou pour cause d'expropriation ou d'expulsion, les droits ne sont dus que pour le passé et le mois courant. Sur la réclamation des parties intéressées, il est accordé décharge des surplus de la taxe.

Justification à produire par les redevables. — Les patentables sont tenus d'exhiber leur patente lorsqu'ils en sont requis par les maires, adjoints, juges de paix et tous autres officiers ou agents de Police Judiciaire.

Le patenté qui a égaré sa patente ou qui est dans le cas d'en justifier hors de son domicile, peut se faire délivrer un certificat par le Directeur ou par le Contrôleur des Contributions Directes.

Calcul de la patente. — Le droit fixe varie, soit eu égard à la population et à la profession, soit seulement eu égard à la profession.

Le droit proportionnel est établi sur la valeur locative des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice de la profession imposable, y compris les installations de toute nature passibles de l'impôt foncier des propriétés bâties.

Les patentés peuvent réclamer contre la fixation de leurs taxes.

c) **Taxe d'apprentissage**

Personnes assujetties. — Sont assujetties à cette taxe, toutes personnes passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Utilisation. — Cette taxe sert à couvrir les dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage et à l'allocation de primes aux petits employeurs.

Assiette. — Elle est perçue sur le montant total des appointements, salaires, rétributions, avantages en nature dont le personnel de l'Entreprise bénéficie.

Taux. — 2 %.

Exemptions. — Sont exemptés de cette taxe, les artisans répondant à la définition de l'article 23 du Code des Contributions Directes et les Chefs d'Entreprises dont le personnel n'a pas bénéficié de plus de 10.000 francs d'appointements.

d) **Taxe pour frais de Chambre de Métiers et Chambre de Commerce**

a) **Frais de Chambre de Métiers.** — Les artisans maîtres ressortissant à la Chambre des Métiers, doivent acquitter une taxe annuelle de 100 francs destinée à pourvoir aux dépenses ordinaires de ces Chambres.

En cas d'insuffisance du produit de cette taxe, les Chambres de Métiers peuvent voter des décimes additionnels dans la limite de 30 au maximum.

Elles peuvent, en outre, voter des décimes additionnels spéciaux pour le fonctionnement des Caisses qu'elles instituent, en application de l'Article Premier du décret-loi du 8 août 1935 organisant l'assistance aux artisans sans travail.

Les états matricules des taxes sont dressés par les Contrôleurs des Contributions Directes

Les réclamations sont instruites par les Contrôleurs des Contributions Directes. Elles sont communiquées pour avis à la Chambre des Métiers, lorsque la contestation porte sur le principe même de l'imposition.

b) **Frais de Chambre de Commerce.** — Sont assujettis à la taxe destinée à couvrir les dépenses ordinaires des Chambres et Bourses de Commerce, les individus astreints à la patente, à l'exception de ceux qui appartiennent à certaines professions et des artisans maîtres inscrits au Registre des Métiers et qui ne figurent pas sur la liste électorale de la Chambre de Commerce de leur Circonscription.

Les artisans qui sont imposés à la fois à la taxe pour frais de Chambre de Commerce et à celle pour frais de Chambre de Métiers, peuvent demander leur exonération de la taxe pour frais de Chambre de Commerce, s'ils justifient qu'ils sont inscrits au Registre des Métiers et qu'ils ne sont pas portés sur la liste électorale de la Chambre de Commerce.

Ces justifications sont fournies au Contrôleur des Contributions Directes dans la circonscription duquel sont situés les établissements, boutiques ou magasins à raison desquels les intéressés sont passibles de la contribution des patentes.

La justification de l'inscription au Registre des Métiers est constituée par la production d'une copie sur papier libre, certifiée conforme par le maire ou par le commissaire de police, du récépissé de la déclaration souscrite par l'artisan maître, portant l'attestation du greffier qui a inscrit le contenu de cette déclaration sur le Registre local des Métiers.

La justification de la non-inscription sur la liste électorale de la Chambre de Commerce consiste en une attestation délivrée par le préfet.

e) **Impôt général sur le revenu**

1. Personnes imposables

Il est établi un impôt général sur le revenu, dû au 1^{er} janvier de chaque année, par toutes les personnes ayant en France une résidence habituelle.

2. Revenu imposable

Cet impôt est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. A la différence des impôts précédents qui visent certaines professions déterminées, il est fixé eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction de certaines charges : intérêt des emprunts et dettes à la charge du contribuable, arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire et gratuit, impôts directs dont il n'a pas été tenu compte pour la détermination des revenus passibles, tels : impôt cédulaire, à l'exclusion des majorations, pénalités et de l'impôt général sur le revenu, cotisations à sa charge au titre des assurances sociales, versements effectués en vue de la retraite mutualiste du combattant organisée par la loi du 4 août 1923 et la loi du 30 décembre 1928.

Certains revenus n'entrent pas en compte, notamment : les intérêts des Bons du Trésor et des Bons de la Défense Nationale, les arrérages de certaines rentes, les lots, les pensions ou allocation exonérés de l'impôt cédulaire, etc...

3. Calcul de l'impôt

Le revenu net du contribuable, tel qu'il figure à la 4^e page de la formule de déclaration d'impôt qui doit être adressée au Contrôleur des Contributions, au plus tard le 31 mars de l'année suivante et arrondi au millier de franc inférieur, est divisé en un certain nombre de parts fixé d'après la situation et les charges de famille pour donner le quotient familial.

Le nombre de parts à retenir est donné par le tableau suivant :

BAREME INDIQUANT LE NOMBRE DE PARTS A PRENDRE
EN CONSIDERATION POUR LE CALCUL DE L'IMPOT

NOMBRE d'enfants à charge	NOMBRE DE PARTS			OBSERVATIONS
	Céliba- taires ou divorcés	Veufs	Mariés	
0	1 (1)	1 (1)	1,5 (1) 2	Après trois ans de mariage Avant trois ans de mariage
1	2		2,5	(1) Toutefois, le nombre de parts des contribuables n'ayant pas d'enfants à leur charge est divisé par 1,5 s'il s'agit de contribuables céli- bataires, divorcés ou veufs et par 2 s'il s'agit de contribu- bles mariés, lorsque ces con- tribuables :
2	2,5		3	
3	3		3,5	
4	3,5		4	
5	4		4,5	
6	4,5		5	
	N	N	N	a) Ont un ou plusieurs en- fants majeurs ou faisant l'objet d'une imposition dis- tincte ;
	$\frac{N}{2} + 1,5$	$\frac{N}{2} + 2$		b) Ont eu un ou plusieurs enfants qui sont morts, à la condition que l'un d'eux, au moins, ait atteint l'âge de 16 ans ou que l'un d'eux au moins, soit décédé par suite de faits de guerre ;
N	2	2		c) Sont titulaires d'une pension prévue par la loi du 31 mars 1919 pour une inva- lidité de 40 % ou au-dessus ;
				d) Ont adopté un enfant à la condition que, si l'adop- tion a eu lieu alors que l'en- fant était âgé de plus de dix ans, cet enfant ait été à la charge de l'adoptant comme enfant recueilli depuis l'âge de dix ans. Cette disposition n'est pas applicable si l'en- fant adopté est décédé avant d'avoir atteint l'âge de 16 ans.

EXEMPLE. — Le contribuable marié, ayant deux enfants à charge et un revenu de 600.000 francs.

Son nombre de parts sera de trois.

La part se monte à :

$$\frac{600.000}{3} = 200.000 \text{ francs.}$$

L'impôt se rapportant à une part sera obtenu comme suit : la partie n'excédant pas 40 000 francs est comptée pour 0.

La partie entre 40.000 et 200.000 francs compte pour 20 %.

$$\frac{160.000 \times 20}{100} = 32.000 \text{ francs.}$$

Le résultat obtenu ainsi pour chaque part sera multiplié par 60 %, taux de l'impôt ; on obtiendra ainsi le montant de l'impôt par part :

$$\frac{60 \times 32.000}{100} = 19.200.$$

L'intéressé ayant 3 parts son impôt sera donc de :

$$19.200 \times 3 = 57.600 \text{ francs.}$$

Si son revenu était supérieur,

la fraction de chaque part entre 200.000 et 500.000 serait comptée pour 50 % ;

la fraction de chaque part entre 500.000 et 1.000.000 serait comptée pour 75 %,

et la fraction excédant 1.000.000 serait comptée pour..... 100 %

Pour les célibataires, veufs ou divorcés sans enfant à charge, le taux de l'impôt est porté à 65 % pour la fraction du revenu comprise entre 500.000 et 1.000.000 et à 70 % au-dessus.

Réclamations. — En cas d'erreur, les contribuables peuvent réclamer, soit verbalement ou par écrit au contrôleur des Contributions directes dans le mois qui suit celui de la mise en recouvrement du rôle, soit par écrit au Directeur Départemental des Contributions, dans les trois mois suivant la mise en recouvrement du rôle.

C. — LES IMPÔTS INDIRECTS

Les impôts indirects établis sur le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de la rémunération de services sont :

1° La taxe à la production perçue :

a) sur la généralité des produits à..... 10 » %
sur les produits de luxe et sur les vins fins et spiritueux à 25 » %

b) sur la généralité des services et sur certains produits privilégiés tels que la viande, à..... 3 50 %

c) sur certains services de luxe et certaines ventes, à..... 12 » %

2° La taxe de 1 % sur les transactions ;

3° La taxe locale de 0,10 à 1,50 sur les transactions. Pour 1947, elle est fixée à 2 % pour Paris et les communes suburbaines de la Seine.

a) Taxe à la production

1. Quelles affaires vise la taxe à la production ?

En principe, les affaires faites en France par des personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Elles sont soumises :

1° En ce qui concerne les ventes, à une taxe unique de 10 % ;

2° En ce qui concerne toutes autres opérations, à une taxe de 3.50 %.

2. Quels sont les assujettis à la taxe de 10 % ?

Sont assujettis à la taxe de 10 % :

1° **Les producteurs ou fabricants.** — Par producteur ou fabricant, il faut entendre :

a) les personnes ou sociétés qui, à titre principal ou à titre accessoire, fabriquent les produits ou leur font subir des façons comportant ou non

l'emploi d'autres matières, soit pour la fabrication des produits, soit pour leur présentation commerciale ;

b) Les personnes ou sociétés qui se substituent en fait au fabricant pour effectuer, soit dans les usines de celui-ci, soit même en dehors de ses usines, toutes opérations se rapportant à la fabrication ou à la présentation commerciale définitive des produits, que ces produits soient ou non vendus sous la marque ou au nom de ceux qui font les opérations ;

c) les personnes ou sociétés qui font effectuer par des tiers, les opérations visées aux alinéas précédents ;

d) les commerçants détenant, sous le couvert du crédit, des droits, des produits soumis à un impôt indirect de circulation, de consommation ou de fabrication.

2° Les commerçants qui, recevant des produits, soit en vue de l'exportation, soit en vue de la vente à d'autres producteurs, ont pris la position de producteurs.

3° Les personnes achetant à un particulier :

a) des pierres précieuses, perles ou objets d'occasion dans la fabrication desquels sont entrées des pierres précieuses ou des perles ;

b) des produits passibles d'un impôt indirect de circulation, de consommation ou de fabrication.

4° Les préparateurs de mélanges d'huiles minérales.

5° Les sociétés qui importent des marchandises fabriquées par leurs filiales ou leur société-mère, établies hors de France.

3. Suspension du paiement de la taxe de 10 %

Peuvent être effectuées en suspension de la taxe de 10 % :

1° Les ventes faites à des producteurs ou fabricants autres que ceux placés sous le régime du forfait :

a) de matières premières ou produits entrant intégralement ou pour une partie de leurs éléments dans la composition de produits ou objets ultérieurement passibles de la taxe de 10 % ;

b) de matières ou produits ne constituant pas un outillage qui, normalement et sans entrer dans le produit fini, sont détruits ou perdent leurs qualités spécifiques au cours d'une seule opération de fabrication.

2° Les ventes faites à des commerçants ayant pris la position de producteurs de produits, que ces commerçants destinent à l'exportation ou à d'autres producteurs.

4. Obligation relative à l'établissement des factures

Suivant le régime sous lequel la vente a été réalisée, les factures se rapportant à des marchandises passibles de la taxe de 9 %, vendues entre commerçants, doivent porter la mention :

« Vente en suspension du paiement de la taxe de 10 % »
ou celle

« Vente taxe 10 % perçue pour le Trésor. »

Cette mention ne s'applique qu'aux ventes faites entre commerçants. Celles faites aux particuliers ne comportent aucune mention.

5. Quelles sont les opérations soumises à la taxe de 3,50 % ?

Sont soumises notamment à la taxe de 3,50 % :

a) les prestations et location de services et, en général, toutes les opérations non passibles de la taxe de 10 % ;

b) les opérations d'entreprises de travaux ;

c) les ventes réalisées par les personnes qui se livrent exclusivement ou d'une façon séparée, sur commande des particuliers, à des transformations de produits ayant supporté la taxe de 10 % en vue de les rendre propres à l'utilisation personnelle, à condition que ces transformations ne revêtent pas un caractère industriel.

6. Exception à l'assujettissement aux taux de 10 % et de 3,50 %

En principe, les artisans remplissant les conditions indiquées ci-dessus sont assujettis à cette taxe.

Toutefois, il est prévu que ceux qui répondent à la définition de l'article 23 du Code Général des Impôts Directs que nous avons donnée à l'occasion de l'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, page 16, sont exonérés de ces taxes, sauf s'ils ont pris la position de producteurs.

Nous rappelons que les artisans visés par cet article 23 doivent notamment n'utiliser d'autre concours que celui de leur femme, de leur père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de dix-huit ans.

CONSEQUENCES DE CETTE EXCEPTION

1° L'artisan qui n'a pas pris la position de producteur est assimilé pour ses achats, à un simple consommateur et reçoit les marchandises qu'il destine à la revente en l'état ou après transformations, libérées de la taxe de 10 %.

Les produits qu'il revendra ou transformera seront livrés avec exonération de la taxe de 10 % ou de 3,50 %.

2° L'artisan qui a pris la qualité de producteur recevra ses fournitures et matières premières destinées à la revente, après transformations, en suspension de la taxe de 10 %. Il vendra également en suspension de la taxe de 10 % aux acheteurs qui ont eux-mêmes pris la qualité de producteurs. Il y aura exonération de la taxe de 3,50 % pour la main-d'œuvre.

Mais pour la vente des produits fabriqués à des commerçants revendeurs n'ayant pas la qualité de producteurs ou à des producteurs assujettis au forfait en matière de taux unique à la production, la taxe de 10 % sera exigible et, dans ce cas, il n'y aura pas de taxe de 3,50 sur les prestations.

Pour la vente des produits fabriqués directement à la clientèle particulière, dans les conditions de ventes effectuées au détail et à des prix de détail, la taxe de 10 % sera exigible sur le prix de gros.

b) Taxe sur les transactions

1. Affaires assujetties à cette taxe

Sont frappées d'une taxe de 1 %, les affaires faites en France par les personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, y compris les artisans visés par l'article 23 du Code Général des Impôts Directs et qui sont exonérés de la taxe à la production.

Le taux de 1 % est porté à 1,80 % pour les ventes au détail réalisées notamment par : tout fabricant ou tout commerçant vendant, soit dans le même établissement, soit dans des établissements distincts, en gros et en détail, dès l'instant que ses ventes en gros de l'année précédente ont dépassé 20 % de son chiffre d'affaires total.

Sont également soumis à la taxe de 1 %, notamment, les achats effectués en vue de la revente, par les détaillants, à des personnes non assujetties à la taxe sur les transactions.

2. Fait générateur de la taxe sur les transactions

Le fait générateur de la taxe de 1 % est constitué par l'encaissement du prix des marchandises vendues ou des services rendus, ou par le dédouanement, la livraison ou l'achat des marchandises, s'il s'agit d'importation ou d'achats effectués en vue de la revente, par des détaillants à des personnes non assujetties à la taxe sur les transactions.

3. Chiffre d'affaires imposable à la taxe sur les transactions

Il est déterminé par la somme des paiements constitutifs du prix des ventes ou des services, tous frais et taxes inclus. En cas d'échanges de marchandises ou de services, le prix à considérer pour l'imposition est celui attribué aux marchandises ou aux services, sans que le prix puisse être inférieur au prix normal des mêmes marchandises ou services.

En ce qui concerne les importations, la valeur imposable est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, addition faite des droits d'entrée, des taxes intérieures, des droits et taxes perçus cumulativement avec les droits de douane, y compris les taxes à la production et les taxes sur les transactions effectivement acquittées.

Pour les achats effectués en vue de la revente par des détaillants à des personnes non assujetties à la taxe sur les transactions, la valeur imposable est le prix de revient des marchandises à leur arrivée dans le magasin du détaillant.

c) Dispositions communes à ces taxes

1. Obligations des redevables de ces taxes

1° Dans les quinze jours du commencement de leurs opérations, ils doivent souscrire au bureau désigné une déclaration conforme à un modèle fourni par l'Administration.

2° S'ils ne tiennent pas habituellement une comptabilité permettant de déterminer leur chiffre d'affaires, ils doivent avoir un livre aux pages numérotées sur lequel ils inscriront, jour par jour, sans blanc, ni rature, le montant de chacune de leurs opérations, en distinguant au besoin celles qui sont taxables et celles qui ne le sont pas.

Chaque inscription devra indiquer la date, la désignation sommaire des objets vendus, du service rendu ou de l'opération imposable, ainsi que le prix de la vente ou de l'achat, ou le montant des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, intérêts, escomptes, agios ou autres objets.

Toutefois, les opérations au comptant pour des valeurs inférieures à 300 francs peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée. Le montant des opérations inscrites sur le livre sera totalisé à la fin du mois.

Le livre prescrit ci-dessus ou la comptabilité en tenant lieu, ainsi que les pièces justificatives des opérations effectuées par les redevables, notamment les factures d'achats, doivent être conservées pendant un délai de 3 ans à compter de la date de la dernière opération mentionnée sur le livre ou de la date à laquelle les pièces ont été établies.

3° Ils doivent fournir aux agents des Contributions Indirectes toutes justifications nécessaires à la fixation des opérations imposables.

4° Ils doivent fournir sur un imprimé remis par l'Administration, tous renseignements relatifs à leur activité professionnelle.

2. Acquiescement de l'impôt

Les redevables doivent remettre au bureau du receveur des Contributions Indirectes dont ils dépendent, avant le 25 de chaque mois ou de chaque trimestre, suivant que le montant des droits à acquitter est supérieur ou inférieur à 10.000 francs par mois, le relevé de leurs opérations taxables du mois ou du trimestre précédent.

Ce relevé doit indiquer, d'une part, le montant total des affaires réalisées et, d'autre part, le détail des opérations taxables. Les intéressés acquitteront, en même temps, le montant de l'impôt exigible.

Ces obligations s'appliquent même aux artisans qui bénéficient de l'article 23, c'est-à-dire ne sont pas soumis à la taxe à la production.

3. Régime du forfait

Pourront, sur leur demande, être dispensés des déclarations mensuelles ou trimestrielles ci-dessus et moyennant le versement d'un forfait annuel payable par trimestre :

a) les producteurs qui ne réalisent pas plus de 3 millions de francs par an de ventes ;

b) les redevables de la taxe de 3,50 % au titre des autres prestations de services dont le chiffre d'affaires imposable annuellement ne dépasse pas 800.000 francs.

Les intéressés doivent conserver pendant trois ans leurs factures de marchandises destinées à la vente.

En principe, les redevables admis au forfait en matière de bénéfices industriels et commerciaux sont tenus d'adopter la même position au regard de cette taxe.

d) Taxe locale additionnelle à la taxe sur les transactions

1. Communes pouvant établir la taxe locale

Toutes les communes sans distinction peuvent être autorisées par le préfet, après avis du directeur départemental des Contributions Indirectes, à établir une taxe locale frappant notamment les ventes au détail, c'est-à-dire celles faites à un prix de détail et portant sur des quantités qui n'excèdent pas celles que peut normalement acheter un consommateur ordinaire pour ses propres besoins.

Ne sont pas considérées comme faites au détail les ventes portant sur des objets qui, en raison de la destination ou de l'usage qui en est fait, ne peuvent être utilisés ou consommés que par des industriels ou des commerçants.

2. Lieu où est exigible l'imposition

En principe, la taxe est exigible sur toutes les affaires réalisées par un Etablissement que le redevable possède dans la commune ayant institué la taxe, quel que soit le lieu de la livraison des produits vendus, de l'exécution des travaux ou de la prestation de services.

3. Taux de la taxe locale

0,10 % pour les communes conservant leur octroi ;

0,10, 0,25, 0,50, 0,75, 1 ou 1,50 % pour toutes les autres communes, sauf Paris ;

2 % à Paris et dans les communes suburbaines de la Seine pour 1947.

4. Recouvrement

La taxe est recouvrée dans les mêmes conditions que la taxe sur les transactions, mais elle doit être cependant acquittée à la Recette dont dépend chaque Etablissement.

III. - ÉTABLISSEMENT DES PRIX DE VENTE

Depuis le 10 août 1946, les brossiers doivent établir eux-mêmes leur prix de vente à la production, en se conformant aux dispositions de l'arrêté n° 15.346 du 6 août 1946 qui a été modifié depuis par un arrêté n° 15.950 du 19 septembre 1946.

A. — ARTICLES VISES PAR L'ARRETE

- 1° Articles de broserie montés en toutes matières ;
- 2° Broses à peindre et pinceaux ;
- 3° Lanières et gants de crin ;
- 4° Plumeaux ;
- 5° Balais et balayettes.

B. — CLASSIFICATION DES FABRICANTS EN DEUX CATEGORIES

Pour l'application de l'arrêté, les fabricants sont classés en deux catégories : la catégorie A et la catégorie B correspondant chacune à un type d'établissement du prix de vente.

Seuls, peuvent se classer en catégorie A les fabricants qui sont en mesure de présenter une comptabilité relative à leur activité, établie de telle sorte que chacun des éléments de prix prévus puisse être dégagé.

Le système de calcul prévu pour la catégorie A est plus avantageux, mais en raison des complications comptables qu'il impose, il n'offre d'intérêt que pour les artisans qui font au moins 1 million à 1 million et demi de chiffre d'affaires.

La plupart des artisans aveugles rattachés au Comité Central n'ayant pas cette comptabilité, rentrent dans la catégorie B et peuvent suivre une procédure d'établissement de prix de vente moins compliquée.

Nous nous bornerons à indiquer les règles prévues pour cette catégorie B. Les artisans qui, par suite de l'importance de leur entreprise, ont l'habitude de tenir une comptabilité détaillée et qui désireraient appliquer le type A, pourront s'adresser au Comité pour obtenir des renseignements complémentaires sur la fiche spéciale qu'ils devraient établir.

C. — ETABLISSEMENT DES PRIX LIMITES DE VENTE POUR LA CATEGORIE B

Nous donnons, ci-après, le modèle de la fiche à remplir pour les artisans de la catégorie B, avec des explications aux pages suivantes où ils trouveront toutes précisions utiles sur les opérations à accomplir.

D. — FICHE D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE VENTE DES ARTICLES

faisant l'objet des dispositions de l'arrêté n° 15346 du 6 août 1946

CATEGORIE B

Article considéré N° de la fiche.....
 Caractéristiques..... Date d'établissement de la fiche.....
 N° de référence..... Prix pour articles.....

	Quantités utilisées	Prix unitaire	Total	Total
I — Matières premières, fournitures et compo- sants divers				
.....				
.....				

Montant des matières premières

Frais d'approche justifiés.....

Total des matières premières.....

	Temps passé	Taux horaire	Total	
II — Coût de la façon				
a) Main-d'œuvre di- recte				
.....				
.....				

Total de la main-d'œuvre directe

b) Charges sociales

c) Travaux à façon

Total du coût de façon

III — Marge brute

Prix de vente hors taxes

Il est à noter, tout d'abord, qu'il doit être établi une fiche par article. D'autre part, afin de limiter au minimum les erreurs de calcul et simplifier le travail, il y a intérêt à faire une fiche pour un certain nombre d'objets de même nature (une cinquantaine ou une centaine par exemple).

En effet, il n'y a pas une régularité absolue dans les quantités de matières premières employées ; il y a des moments où l'on use plus de marchandise pour boucher les trous, qu'à d'autres.

Il faut donc faire une moyenne générale pour être aussi près que possible de l'exactitude.

Il ne faut pas, en effet, perdre de vue qu'il y a lieu de tenir compte de la concurrence et que le prix de revient doit être calculé au plus juste si l'on veut s'assurer un écoulement certain des produits fabriqués.

a) Matières premières

Il y a lieu de comprendre, sous cette rubrique, les matières entrant dans la composition de l'objet fabriqué :

a) **Matières premières principales**, s'il s'agit de brosses, la matière employée (chiendent, bassine, crin ou autre), le bois.

b) **Fournitures et composants divers**, par exemple la ficelle, les clous, etc...

c) **Frais d'approche**, par exemple les frais de transport qui ne sont pas déjà compris dans les factures de matières premières (camionnage de la gare à l'atelier, etc...).

Les quantités utilisées doivent correspondre aux quantités nécessaires pour fabriquer le nombre d'objets prévus pour l'établissement de la fiche (100, 50, ou toute autre quantité.)

Le prix unitaire est celui qui figure sur les factures remises par les fournisseurs de matières premières. Ces factures devant servir de moyens de contrôle pour les agents du Contrôle économique, les artisans ont intérêt à se faire toujours délivrer des factures à l'appui de leurs achats de matières premières et à les conserver soigneusement en cas de réquisition. Elles doivent porter le numéro d'enregistrement de la fiche au registre spécial sur lequel nous reviendrons plus loin

b) Coût de la façon

a) Le coût de la main-d'œuvre directe, c'est-à-dire des salaires payés au personnel employé directement à la fabrication main ou mécanique.

Pour le fixer, il y a lieu de s'inspirer du barème ci-après, applicable depuis le 1^{er} juillet 1946 pour la première zone des salaires, c'est-à-dire pour la région de Paris.

SALAIRES OUVRIERS - REGION DE PARIS (1^{re} zone) au 1-7-1946

Catégorie	Désignation	Coefficient	Ancien salaire minimum	SALAIRE MINIMUM				Salaire moyen maximum 115 % du minimum	Salaire maximum 115 % du salaire moyen maximum
				Salaire minimum	Emb. et 1 ^{er} mois	2 ^e et 3 ^e mois	4 ^e mois et plus		
1	Manœuvre ordinaire	100	20	25	27	27	27	28,75	33,05
2	Manœuvre spécialisé	115	23	28,75	31,05	31,05	31,05	33,05	38
3	Ouvrier spécialisé	130	26	32,50	32,50	33,80	35,10	37,40	43
4	Ouvrier qualifié	155	31	38,75	38,75	40,30	41,85	44,55	51,25

Les brossiers de province doivent appliquer sur ces tarifs un abattement variant avec l'importance de la commune. L'Inspecteur du Travail de la circonscription à laquelle ils appartiennent leur précisera, sur demande, le montant de cet abattement (5 à 25 %).

Il est admis que les artisans travaillant seuls prévoient pour eux, sous cette rubrique, une rémunération calculée comme il est indiqué ci-dessus, à condition qu'elle se réfère uniquement au temps utilisé à la fabrication des objets considérés, le temps passé pour prospecter la clientèle et se procurer

la matière première étant considéré comme frais administratif et étant décompté sous la rubrique « marge brute ».

Si des ouvriers de catégories différentes (manœuvres, ouvriers spécialisés ou ouvriers qualifiés, ont collaboré à la confection de l'objet, il y a lieu de prendre pour base un salaire moyen.

b) **Les charges sociales y afférentes.** — Pour le personnel employé par les artisans, ces charges s'élèvent à :

Assurances sociales, 10 % des salaires payés.

Allocations familiales, 12 %.

Accidents du travail, 3 à 6,50 %.

Caisse de Compensation des Congés payés, 4 %.

soit environ 25 à 30 % du coût de la main-d'œuvre indiquée ci-dessus.

Pour les artisans-maîtres qui travaillent seuls ou seulement avec le concours des membres de leur famille non rémunérés, ces charges sont inférieures. En effet, pour les Assurances Sociales, ils n'ont à payer pour eux-mêmes que 9 % de leurs revenus, et pour les Allocations Familiales le taux de leur cotisation personnelle varie entre 500 et 400 francs par trimestre. Enfin, ils ne sont pas assujettis à la législation sur les accidents du travail, ni à la Caisse de Compensation des congés payés.

c) **Travaux à façon.** — Il suffit d'indiquer le montant correspondant des factures remises par les travailleurs à façon qui ont collaboré à la fabrication des objets considérés.

c) Marge brute

L'artisan brossier a d'autres frais qui ne se trouvent pas compris sous les deux rubriques que nous venons d'indiquer (matières premières, coût de la façon) par exemple.

a) Frais de fabrication :

1° La main-d'œuvre indirecte et les charges sociales y afférentes (salaire du contremaître s'il y en a un ou plusieurs dans l'Entreprise, etc...)

2° Les matières premières consommables, telles que : charbon, essence, huiles, produits d'entretien et de nettoyage ;

3° Les fournitures extérieures telles que : eau, gaz, électricité ;

4° Les travaux d'entretien et de réparation du matériel servant à la fabrication.

5° Les amortissements du matériel et de l'outillage.

b) **Pertes résultant de casse, malfaçon, etc..., d'articles en cours de fabrication.**

c) **Frais généraux administratifs, commerciaux et financiers.** — Sous cette rubrique sont compris : la rémunération de l'artisan correspondant à un temps passé pour l'administration de son entreprise, les frais de représentation, les frais de comptabilité, etc...

Il serait trop compliqué, pour les petites entreprises, de fixer de façon précise la part de ces différents éléments entrant dans le prix de revient de l'objet considéré et la comptabilité qu'elles tiennent est trop simplifiée pour permettre une telle discrimination.

Aussi, l'arrêté du 6 août 1946, modifié le 19 septembre, a-t-il permis aux fabricants de la catégorie B de la déterminer d'une façon forfaitaire, en appliquant au total résultant de l'addition du coût des matières premières (fournitures et composants divers) et du coût de la façon, un pourcentage maximum de 40 %.

Le chiffre obtenu par l'addition de :

I. — Matières premières ;

II. — Coût de la façon ;

III. — Marge brute de 40 %, donne le prix de vente.

Ce prix s'entend pour la marchandise nue, départ usine, paiement comptant sans escompte, taxes non comprises.

d) Prix de vente aux grossistes ou aux collectivités

Pour déterminer le prix de vente aux grossistes, il suffit d'ajouter le montant de la taxe sur les transactions de 1 % sur le prix de vente. On l'obtiendra en multipliant le prix de vente ci-dessus par le coefficient 1,01.

e) Prix de vente aux détaillants

Pour déterminer le prix de vente aux détaillants, les artisans ont le droit de majorer le prix de gros du taux de marque de 8 % sur le prix de vente. Ce prix sera obtenu en multipliant le prix de gros (taxe sur les transactions non comprise) par le coefficient 1,08 et en ajoutant ensuite la taxe sur les transactions calculée sur le nouveau prix de vente ainsi obtenu.

f) Fixation du prix de vente au détail

Pour déterminer le prix de vente au détail, les artisans ont le droit de majorer le prix de gros du taux de marque de 28 % sur le prix de vente.

Ce prix sera obtenu en multipliant le prix de gros (taxe sur les transactions non comprise), par le coefficient 1,3888 et en ajoutant ensuite la taxe sur les transactions calculée sur le nouveau prix de vente ainsi obtenu.

g) Application de la baisse de 10 %

En principe, la baisse imposée sur le prix de vente est égale à 10 % quand les matières premières constitutives sont d'origine française. Dans les autres cas, elle est seulement de 6,50 % pour les matières végétales, de 6,75 pour 100 pour les crins animaux et de 7 % pour les soies animales.

Les fabricants sont autorisés à appliquer cette baisse réduite pour l'objet fabriqué, même si une partie des éléments constitutifs est d'origine française.

h) Registre récapitulatif des fiches

En dehors des fiches qui sont établies conformément aux instructions ci-dessus, les artisans doivent tenir un registre récapitulatif de ces fiches, conforme au modèle ci-après :

REGISTRE RECAPITULATIF
des fiches d'établissement des prix de vente des articles
faisant l'objet des dispositions de l'arrêté N° 15.346 du 6 août 1946

N° d'ordre	Date et numéros des fiches	Référence	Prix de vente de l'article	Colonne destinée à indiquer les modifications de prix intervenues et le N° de la nouvelle fiche

IMPRIMERIE CENTRALE
DU CROISSANT
19, rue du Croissant, Paris
